

DIAL 3776

BRÉSIL - Entre l'autel et le tombeau : Féminicides et exclusion historique des femmes

Frei Betto

lundi 30 mars 2026, mis en ligne par [Dial](#)

Le dominicain brésilien Frei Betto invite l'église à une réflexion sur la nécessaire transformation des structures inégalitaires de l'église dans un contexte d'augmentation des féminicides. Article publié dans la section « Voix d'Emmaüs » du site [IHU - Unisinos](#) le 25 février 2026.

Le Brésil figure toujours parmi les pays qui enregistrent le plus grand nombre de féminicides au monde. En moyenne, quatre femmes sont tuées chaque jour en raison de leur sexe, selon les données du Forum brésilien de la sécurité publique. Le féminicide – défini comme un crime en 2015 – constitue l'aboutissement d'un cycle de violence alimenté par des inégalités historiques, culturelles et symboliques.

Bien que les causes soient multiples, les experts affirment que des structures patriarcales profondément enracinées continuent de légitimer la subordination des femmes, tant dans la sphère privée que publique. Dans ce contexte, des institutions sociales très influentes, telles que l'Église catholique, deviennent un élément fondamental de ce débat.

Depuis la période coloniale, l'Église catholique a joué un rôle central dans la formation de la culture du pays. Son influence dépasse le cadre religieux et s'étend à l'éducation, à la politique et à la morale sociale. Tout en développant des actions pertinentes d'assistance sociale et de défense de la vie, l'institution maintient une position inflexible concernant la place des femmes dans sa hiérarchie : l'accès à la prêtrise leur est officiellement interdit. La justification théologique repose sur la tradition et sur l'interprétation selon laquelle Jésus a choisi uniquement des hommes comme apôtres, un argument réaffirmé par le Vatican au fil des siècles.

Pour les critiques, cette exclusion n'est pas qu'un symbole. En empêchant les femmes d'occuper des postes d'autorité spirituelle, l'Église renforce une logique de hiérarchie des sexes dont les répercussions dépassent les murs du temple. « Lorsqu'une institution qui prône des valeurs morales universelles soutient l'idée que les femmes ne peuvent pas exercer de leadership spirituel, elle contribue à la normalisation des inégalités », affirme la sociologue Maria Clara Azevedo, chercheuse spécialiste des questions de genre. Selon elle, il ne s'agit pas d'accuser directement l'Église de [féminicide](#), mais de reconnaître comment les discours et les pratiques institutionnelles façonnent les mentalités.

Le féminicide, dans la plupart des cas, se produit au sein du foyer et il est commis par le conjoint ou l'ex-conjoint. Avant le décès, il existe presque toujours un historique de violences psychologiques, physiques ou symboliques. Dans ce processus, l'idée de possession du corps et de la vie de la femme apparaît comme un élément récurrent. C'est précisément à ce stade que la critique féministe rejoint le débat religieux : la persistance de récits qui associent les femmes à l'obéissance, au sacrifice et au silence peut entraver la rupture des relations abusives.

L'Église catholique traverse actuellement des tensions internes concernant le rôle des femmes. Bien que

majoritaires parmi les fidèles et responsables d'une grande partie du travail pastoral, elles restent exclues des instances décisionnelles centrales. Le pape François a fait preuve d'ouverture en autorisant une plus grande participation des femmes aux postes administratifs du Vatican, mais il a maintenu l'interdiction de l'ordination sacerdotale. Pour les théologiennes féministes, il s'agit d'une limitation structurelle. « Tant que le pouvoir sacramentel sera exclusivement masculin, l'égalité sera toujours partielle », affirme la théologienne [Ivone Gebara](#).

Les représentants de l'Église affirment toutefois que cette doctrine n'implique aucune infériorité. Dans ses documents officiels, le Vatican soutient que les hommes et les femmes ont « une égale dignité, mais des rôles différents ». Cette distinction est contestée par certains secteurs de la société civile qui y voient une forme subtile de ségrégation. Dans un pays où les femmes luttent encore pour l'égalité salariale, la sécurité et la représentation politique, le maintien d'espaces exclusivement masculins au sein d'institutions à forte influence symbolique est discutable et répréhensible.

Lutter contre les féminicides exige des politiques publiques efficaces, une éducation à l'égalité des genres et une profonde transformation culturelle. Dans ce processus, le dialogue avec les institutions religieuses est essentiel. Reconnaître leur influence ne signifie pas nier leur importance sociale, mais plutôt les inviter à une réflexion critique sur leurs limites. Dans un Brésil marqué par la présence de croix sur les autels et le nombre croissant de femmes dans les statistiques des morts violentes, la question qui demeure est de savoir dans quelle mesure les traditions peuvent être préservées lorsqu'elles entrent en conflit avec le droit fondamental à la vie et à la dignité.

Entre l'autel, qui exclut encore, et le tombeau, qui se multiplie, se trouve le défi de démanteler les structures qui, directement ou indirectement, continuent de dire aux femmes quelle est, ou n'est pas, leur place.

La nomination de l'évêque [Sarah Mullally](#), 63 ans, à la tête de l'[Église anglicane](#) du Royaume-Uni, en octobre 2025, constitue un moment majeur de l'histoire récente du christianisme occidental. Plus qu'une décision administrative ou spirituelle, ce geste symbolise une rupture avec des siècles de tradition patriarcale qui associaient le leadership religieux exclusivement à la figure masculine. La présence d'une femme à la plus haute fonction de l'Église remet en question non seulement les structures internes, mais aussi des valeurs culturelles profondément ancrées dans la société britannique.

Depuis l'autorisation de l'[ordination des femmes](#) comme prêtres, puis comme évêques, l'Église anglicane a connu des tensions constantes. Les milieux conservateurs ont accepté ces changements à contrecœur, créant souvent des mécanismes parallèles pour contourner l'autorité féminine. Or, l'élection d'une femme à la tête de l'Église a rendu tout compromis symbolique impossible. Pour les groupes ouvertement machistes, cela a été perçu comme une « trahison » de la tradition, provoquant des réactions vives allant de boycotts internes aux menaces de rupture institutionnelle.

Ces réactions ne se sont pas limitées au domaine religieux. Les parlementaires conservateurs, les commentateurs et les leaders d'opinion attachés aux valeurs patriarcales ont eu tendance à instrumentaliser la question, la présentant comme un signe de décadence morale ou de soumission de l'Église aux agendas progressistes. Parallèlement, cette élection a renforcé les mouvements féministes et les milieux réformistes, qui y voient une avancée historique dans la lutte pour l'égalité des sexes.

La rupture provoquée par les machistes au sein de l'Église anglicane, bien que bruyante, révèle un paradoxe : en s'opposant à l'accession d'une femme à la tête de l'Église, ces groupes mettent en lumière la fragilité d'une foi davantage soutenue par des hiérarchies de pouvoir que par des principes spirituels. Ainsi, l'élection d'une femme ne divise pas seulement l'Église anglicane, mais contraint également le Royaume-Uni à reconsidérer son conservatisme politique actuel.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3776.

- Traduction de Pedro Picho pour Dial.

- Source (portugais du Brésil) : [site de l'Instituto Humanitas Unisinos - IHU](#), section Voix d'Emmaüs, 25 février 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.